

Projet de loi Travail : ni amendable, ni négociable, retrait total !

Les directions syndicales et les partis politiques doivent organiser dans l'unité la grève générale de tous les travailleurs et de la jeunesse jusqu'au retrait du projet de loi El Khomri

Sur le plan syndical, les bureaucraties freinent des 4 fers !

Le gouvernement prépare un projet loi destructeur pour le Code du Travail. La loi El Khomri n'arrive pourtant pas comme un cheveu sur la soupe. Elle est le résultat du rapport de la Commission Badinter, qui a consulté les confédérations syndicales.

Une réunion interconfédérale a abouti le 23 février 2016 à une déclaration commune minimaliste qui se contente de demander "*le retrait de la barémisation des indemnités prudhommales dues en cas de licenciement abusif et des mesures qui accroissent le pouvoir unilatéral des employeurs*".

Aucun appel à la mobilisation, encore moins à la grève.

Au contraire, la déclaration conclue "*Les organisations signataires, conscientes des enjeux et des responsabilités du mouvement syndical sont porteuses de propositions et sont disponibles pour engager le dialogue permettant le développement de l'emploi, la lutte contre la précarité et la sécurisation des droits des salarié-e-s*".

La confédération FO a refusé de signer cette déclaration commune jugeant son texte à juste titre « *partial, partiel et avalisant une grande partie du projet de loi* ». FO, comme aujourd'hui la CGT, appelle au retrait du projet de loi. Pourtant la confédération avoue par la voix de son secrétaire général J.C. Mailly « *Sur la méthode, la concertation fut a minima : nos observations (à tous les niveaux) n'ont pas été entendues et nous n'avons jamais discuté de la totalité du texte, que nous avons eu très tardivement !* ». Ainsi, à l'instar des autres centrales syndicales, elle a participé aux discussions sans tirer la sonnette d'alarme et annonce une nouvelle rencontre avec le gouvernement au cours de la semaine du 1^{er} mars. Comment titrer que ce texte doit être retiré, qu'il n'est pas négociable et participer à ces rencontres ?

A bas le double langage ! Les syndicats avec nous, les permanents à notre service ou alors qu'ils dégagent !

L'heure n'est pas à la négociation mais à l'affrontement !

Des sections CGT comme celle de Goodyears Amiens réagissent : « *les confédérés sont à la rue ...* » « *La rue et le tous ensemble est la seule chose qui les fera faire marche arrière, nous avons le devoir de nous mobiliser tous ensemble au même moment et au même endroit...* ». Des militants organisent sur les réseaux sociaux une riposte : Une pétition est signée en quelques jours par 1 million de personnes ! Un appel à la grève générale est lancé sur le net et Facebook est utilisé pour lancer l'idée d'une manifestation dès le 9 mars, "*avec ou sans les syndicats*".

Dès lors les confédérations CGT et FO tentent de recoller à la mobilisation pour éviter le débordement total par leur gauche. Elles appellent du bout des lèvres comme la CGT qui « *propose aux salariés, la semaine du 7 au 11 mars des initiatives multiples dans les entreprises et le 9 mars de participer aux rassemblements et manifestations unitaires en construction.* » et l'UGFF CGT dépose un préavis de grève pour le 9 mars mais aucun appel ferme à la grève à ce jour de la part de centrales ouvrières.

Les appareils jouent aussi la division. La CFDT réformiste s'engage d'ores et déjà dans la discussion ouverte avec l'exécutif tandis que la CGT multiplie les journées d'action : SNCF le 9, les retraités le 10, les fonctionnaires le 22 puis une journée interpro le 31 à laquelle se rallierait FO, Solidaires, FSU et l'UNEF. **Assez de journées « saute-mouton » ! Assez de division ! Front Unique contre ce gouvernement au service du capital ! Grève générale jusqu'au retrait total !**

Sur le plan politique, la mobilisation impose les frondeurs et autres à sortir du bois !

Martine Aubry en tête, un groupe de responsables politiques a publié une tribune dans Le Monde qui est une charge en règle de la politique du gouvernement depuis 2012.

Il est vrai que le gouvernement Valls-Macron est à l'œuvre pour façonner une société capitaliste débridée, où l'exploitation règne en maître. La loi travail pour les travailleurs du privé, les suppressions de postes et la destruction du statut des fonctionnaires, l'état d'urgence permanent inscrit dans la constitution pour mâter toute rébellion, la chasse aux migrants, la poursuite de l'intervention impérialiste en Afrique et au Moyen Orient ... c'est cela notre avenir ? Un avenir de précarité et de peur ? Non ! Nous n'en voulons pas !

Le MJS et nombres de députés du PS montent aux créneaux et appellent aux manifestations du 9 mars. Le mécontentement populaire croissant, y compris parmi la jeunesse s'exprime ainsi aussi dans les organisations d'origine ouvrière. Mais celles-ci refusent à ce stade de proposer une mobilisation de masse, et bouchent toute perspective politique concrète. Elles n'avancent aucune proposition.

Pour un autre avenir, pour un YES FUTUR ! Pour une société au service de tous et où chacun peut avoir sa place, nous devons déblayer les obstacles, tous les obstacles : les ministres bourgeois, les responsables politiques corrompus par le capital, les bureaucrates syndicaux qui ne protègent que leurs intérêts S'ils n'organisent pas avec nous le combat, qu'ils dégagent !

Il existe pourtant une alternative immédiate : **la majorité de députés du PS, du PCF et du PG qui siège à l'Assemblée Nationale doit rompre avec le gouvernement Valls-Macron-El Khomri, elle doit licencier sans préavis ce gouvernement au service du MEDEF, et constituer un autre gouvernement, sans ministre bourgeois** dont les premières mesures seront de retirer le projet de loi El Khomri, et toutes les lois anti-ouvrières.

Les organisations d'origine ouvrière, partis et syndicats, du PS, PCF, PG à la CGT, FO, Solidaires et FSU en passant pas les organisations de la jeunesse UNEF et Fidl en tête, **doivent sur cette perspective organiser la grève générale totale qui paralysera économiquement le pays et touchera ainsi le cœur du capital.**

Cela signifie qu'il faut organiser le blocus des raffineries, des transports routiers et ferroviaires, maîtriser et organiser la distribution des biens de nécessité, contrôler les banques et la production des entreprises. C'est ça la grève générale. Jusqu'à que le gouvernement plie bagage ! Tout cela ne peut être spontané, une organisation concrète, doit être mise en place. Les réseaux sociaux peuvent aider (tant qu'ils ne sont pas bloqués par la police) mais une organisation réelle est nécessaire, sur le terrain : les syndicats doivent y contribuer, les partis politique aussi. Il faut constituer des conseils qui organiseront la grève générale, élirons leurs délégués et centraliseront les revendications dans un conseil national, état majeur d'organisation du combat.

Pour contribuer à organiser toutes ses tâches, les militants organisés autour du Groupe Révoltes sont disponibles !

Nous sommes conscients que les militants actuels à la tête du PS, du PCF ou du PG n'ont jusque là pas avancé dans cette voie et ont même œuvré contre. Nous n'avons donc pas d'illusion particulière à leur endroit, mais nous les prenons au mot. Frondeurs, militants du PCF, du PG, vous êtes contre la politique du gouvernement Valls-Macron : Chiche ! Allez-y ! On vous soutiendra tant que vous appliquerez une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

En attendant nous, nous œuvrons à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, et d'une internationale ouvrière révolutionnaire car jusqu'à ce jour vous ne nous avez pas démontré autre chose que votre incurie à gérer le bien être des masses et votre propension à accroître les gains du capital.